

Publié le 21 juin 2023



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

### SÉANCE DU 15 JUIN 2023

Réf : CCAS23\_37

Effectif légal : 13  
Effectif réel : 12

Présents : 9  
Pouvoir : 0  
Absents : 3

Date de la convocation : 8 juin 2023

**PRÉSENTS** : Christian MICHAUD, Lydie BARBOTTIN, Dominique CHALLOT, Monique GOHIER, Mireille BARREAU, Bruno MASSONNEAU, Roselyne NAVEAU, Monique GIL, Didier RENAUD

**POUVOIR** : /

**ABSENTS** : Caroline DELPHIN, Corinne JARASSIER, Vincent BAUDOUX,

### DÉLIBÉRATION N°37

**RAPPORTEUR** : Christian MICHAUD

**OBJET** : RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR UN POSTE NON PERMANENT POUR UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE OU SAISONNIER D'ACTIVITÉ (L. 332-23 du code général de la fonction publique)

M Le Président expose qu'aux termes de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

**Il est donc proposé aux membres du CCAS d'autoriser le recrutement d'agent(e)s contractuel(le)s de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :**

- à un **accroissement temporaire d'activité**, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-1° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs

**OU**

- à un **accroissement saisonnier d'activité**, dans les conditions fixées à l'article L. 332-23-2° du Code général de la fonction publique, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Le/la contractuel(le) devra justifier d'un diplôme correspondant à l'emploi et/ou d'une expérience professionnelle.

Les emplois seront classés dans la catégorie hiérarchique B/C.

La rémunération sera déterminée selon la grille indiciaire afférente au grade du cadre d'emploi de la fonction publique territoriale. Elle prendra en compte les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par le contractuel ainsi que son expérience.

Enfin le régime indemnitaire instauré par la délibération du 29 septembre 2022 n'est pas applicable.

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** le Code général de la fonction publique notamment les articles L. 332-23-1° et L. 332-23-2°,

**VU** le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Considérant** que les besoins au sein de l'EHPAD ou de la résidence autonomie peuvent nécessiter le recrutement d'agent(e)s contractuel(le)s au grade d'aide-soignant de classe normale, auxiliaire de soins principal de 2ème classe, agent social, adjoint technique pour faire face, dans les plus brefs délais, à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité.

Après en avoir délibéré, les membres du CCAS :

- acceptent les modalités de recrutement d'agent(e)s contractuel(le)s de droit public telles que présentées ci-dessus,
- autorisent M le Président à recruter des agent(e)s contractuel(le)s dans les conditions fixées par les articles l'article L.332-23 du code général de la fonction publique de signer les contrats et les avenants.

**VOTE**

**UNANIMITÉ**

Dominique CHALLOT, secrétaire de séance



Christian MICHAUD, président du CCAS, peut certifier, sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, le

21 JUIN 2023

